



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

VINGTIÈME RAPPORT ANNUEL

(26 avril 1968 - 23 avril 1969)

VOLUME I

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

NATIONS UNIES

Décide de modifier le texte de l'alinéa e) du paragraphe 3 de la résolution 220 (AC.52), qui se lira comme suit :

"Le Conseil d'administration élira un président parmi les huit membres mentionnés à l'alinéa b) ci-dessus et approuvera le règlement intérieur de ses réunions, qui devront se tenir une fois par an;".

130ème séance,
19 avril 1969.

288 (XIII). BUREAU DES ANTILLES DE LA CEPAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant l'importance que présentent pour le développement de l'Amérique latine les travaux des bureaux sous-régionaux de la CEPAL,

Tenant compte de ce qu'un bureau sous-régional pour les Antilles a été créé en décembre 1966 avec des ressources limitées,

Reconnaissant le travail utile qui a été accompli par le Bureau des Antilles,

Considérant le volume du travail qu'il reste à faire et le nombre de rapports demandés d'urgence par des gouvernements d'Etats membres, rapports qui sont d'une importance vitale pour le développement de la sous-région,

Frie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'attribuer une priorité élevée au renforcement du Bureau des Antilles de la CEPAL de sorte que des ressources suffisantes soient fournies pour les études urgentes qui sont nécessaires pour assurer le développement de la sous-région ainsi qu'une coopération plus efficace avec d'autres pays latino-américains.

130ème séance,
19 avril 1969.

289 (XIII). DEUXIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant pris note de la résolution 2411 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1968, relative à l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la prochaine décennie,

Frenant note avec satisfaction du document présenté par le Secrétariat concernant ce point de l'ordre du jour (E/CN.12/836),

Considérant que la treizième session de la Commission a été une occasion favorable pour examiner l'évolution économique et sociale de l'Amérique latine au cours de la présente décennie et pour formuler des idées qui puissent contribuer à l'élaboration d'un programme d'action efficace pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Constatant que l'analyse qui a été faite de l'évolution économique et sociale de l'Amérique latine au cours de la dernière décennie montre que les objectifs visés dans la résolution 1710 (XVI), en date du 19 décembre 1961, par laquelle l'Assemblée générale a institué la première Décennie des Nations Unies pour le développement, n'ont pas été atteints et que, bien au contraire, la participation relative de l'Amérique latine à l'économie mondiale continue de diminuer,

Reconnaissant que l'Amérique latine est résolue à accélérer son processus de développement et à affirmer une personnalité latino-américaine ayant ses critères et ses valeurs propres,

Affirmant que les gouvernements ont la responsabilité exclusive et souveraine de créer des conditions intérieures qui permettent et stimulent un développement national accéléré,

Reconnaissant que l'efficacité de l'effort intérieur dépend dans une large mesure de l'acceptation par les pays développés de leurs obligations découlant de la responsabilité qui leur incombe de coopérer au développement et d'adopter des mesures concrètes à cet effet,

Notant que des progrès concrets ont été accomplis en ce qui concerne les politiques de développement intérieur, les processus d'intégration économique régionale et certains aspects de la coopération financière et technique extérieure,

Reconnaissant que, malgré ces progrès, les économies latino-américaines continuent, à la fin de la présente décennie, de se heurter à des problèmes qui restent graves pour assurer et accélérer le progrès économique et social et que, dans le domaine des relations économiques internationales, cela se manifeste par des obstacles de diverse nature qui entravent le commerce international, la coopération financière, les transports maritimes et le développement scientifique et technique de l'Amérique latine,

Tenant compte du rôle important que joue la CEPAL dans l'élaboration de la philosophie économique et social applicable aux différentes réalités des pays de la région,

1. Réaffirme qu'il est urgent que la communauté internationale renforce et applique, à bref délai, des programmes et des modalités de coopération qui se traduisent pour la prochaine décennie par des améliorations importantes qui permettent de surmonter les obstacles extérieurs qui entravent le développement latino-américain, en particulier pour :

- a) Faciliter l'accès des produits primaires et articles manufacturés aux marchés des pays développés, éliminer les mesures restrictives et revoir les politiques qui visent à stimuler des productions anti-économiques qui compromettent l'écoulement des produits latino-américains sur ces marchés;
- b) Appliquer de toute urgence, pour les articles manufacturés et semi-finis, un régime de préférences générales, non discriminatoires et non réci-proques, qui ouvrent de nouvelles possibilités et stimulent le courant des expor-tations latino-américaines desdits articles vers les marchés des pays développés, en envisageant des mesures qui permettent aux pays relativement peu développés sur le plan économique de tirer pleinement parti des avantages dudit régime;
- c) Assurer la diversification structurelle et géographique du commerce extérieur latino-américain et éliminer les problèmes qui ont surgi et que peuvent susciter les prêts liés;
- d) Accroître la contribution financière extérieure, l'augmenter en temps voulu comme suite à une plus grande liquidité internationale et adapter les modalités et conditions de cette coopération aux exigences d'un développement accéléré et soutenu de l'Amérique latine;
- e) Orienter les investissements privés étrangers de façon que, sous réserve des décisions nationales, ils contribuent effectivement au développement des pays qui les reçoivent;
- f) Améliorer les conditions du transport maritime et diminuer les taux de fret;
- g) Faciliter le transfert, la diffusion, l'assimilation et la création des techniques et des perfectionnements technologiques;
2. Réaffirme la nécessité d'accroître les efforts intérieurs que doit déployer chaque pays d'Amérique latine pour rendre plus fructueuses les politiques nationales de développement axées sur la croissance économique et le progrès social;
3. Réitère la volonté des gouvernements des Etats membres de la Commission de continuer à prêter la plus grande attention aux activités préparatoires du Programme des Nations Unies pour la deuxième Décennie, afin que celui-ci reflète exactement les aspirations et les besoins de l'Amérique latine. Les propositions faites pour la deuxième Décennie doivent poser de manière appropriée les problèmes des pays de la région et prévoir des solutions viables à ces problèmes;
4. Souligne l'importance de politiques sociales qui contribuent à la réali-sation des buts de la deuxième Décennie pour le développement, compte tenu des facteurs sociaux et culturels qui influent sur le processus de développement;
5. Prie le secrétariat de la Commission, en s'acquittant de ses tâches, de collaborer, dans toute la mesure du possible, avec les organes de l'Organisation des Nations Unies qui préparent le Programme de développement pour la

deuxième Décennie, de prendre spécialement en considération l'élaboration d'apports nouveaux répondant aux buts de la présente résolution et de soumettre en temps voulu à la Commission et aux gouvernements des Etats membres des renseignements et des propositions précises propres à faciliter leur action dans le domaine considéré ainsi que l'évaluation de l'exécution du programme d'action qui serait adopté pour la deuxième Décennie pour le développement;

6. Indique en outre au secrétariat qu'il serait souhaitable que, dans l'exécution de ses travaux concernant cette question, il prête une attention particulière à la tâche qu'accomplissent le Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en considérant les points ci-après comme présentant un intérêt particulier pour l'Amérique latine dans l'établissement d'un programme d'action concertée dans le cadre d'une stratégie globale du développement:

a) L'expansion et la diversification des exportations, notamment en ce qui concerne les problèmes qui affectent l'accès et la commercialisation des produits de base, et le développement et l'exploitation des possibilités et des perspectives d'exportation des articles manufacturés et semi-finis;

b) L'amélioration de la coopération financière extérieure, son volume, ses conditions et ses modalités, en établissant des critères et des mécanismes d'exécution qui répondent aux besoins des pays latino-américains et respectent les priorités et les modalités arrêtées par chaque pays pour ses projets, programmes et plans;

c) La collaboration avec les pays, par l'intermédiaire de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, pour renforcer pendant les années 1970 les systèmes nationaux de planification;

d) Le rôle et les effets des investissements privés étrangers dans l'économie des pays latino-américains et le traitement qui leur y est réservé;

e) L'amélioration des conditions du transport maritime;

f) L'amélioration du processus de transfert des techniques et la détermination des effets du régime actuel de propriété des marques et brevets sur les possibilités de développement de la région;

g) Le renforcement de la coopération extérieure et de centres régionaux pour le développement scientifique et technique de l'Amérique latine.

130ème séance,
19 avril 1969.